

Amériques latines en luttés !

Bulletin d'information
du groupe de travail
« Amérique latine » du
NPA

N° 6 / été 2010
Prix libre



<http://ameriquelatineenlutte.blogspot.com>

EDITO : Des contradictions et des espoirs

C'est la rentrée ! Gageons qu'elle se déroule en France, sous le signe de la lutte contre les projets antisociaux du gouvernement Sarkozy. Gageons aussi que ces luttes nous permettront de poser la question centrale du renversement du capitalisme. En la matière, nous avons à apprendre des luttes, des succès et des échecs qui ont eu lieu en Amérique latine. Il y a dix ans, Lula accédait au pouvoir au Brésil avec le Parti des Travailleurs. Cette nouvelle phase dans l'histoire du Brésil a soulevé de nombreux débats sur les voies et moyens de changer de société. Et aussi des ruptures entre ceux qui pensent qu'on peut gérer le capitalisme dans l'intérêt de la classe ouvrière, donc en préservant les intérêts de la bourgeoisie, et ceux pour qui son renversement est la condition de l'émancipation du plus grand nombre. Nous sommes à leurs côtés dans la construction du Parti pour le Socialisme et la Liberté (PSOL). Cette rupture reflète les contradictions auxquelles sont confrontés tous les processus dans les Amériques latines.

Au Venezuela, pays pétrolier, le gouvernement Chavez a réussi à se débarrasser de la droite la plus outrancière et raciste. Mais le peuple vénézuélien est confronté à l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie "chaviste" et à la lourdeur bureaucratique d'un Etat toujours clientéliste. Ils font obstacle à la volonté des secteurs populaires et ouvriers d'aller plus loin dans le "processus révolutionnaire". La Bolivie aussi est confrontée en permanence aux intérêts contradictoires d'une bourgeoisie très minoritaire mais puissante et aux intérêts de la masse bolivienne. En Equateur avec Correa au pouvoir, les contradictions s'aiguisent entre les partisans d'un modus vivendi avec les grandes familles propriétaires et ceux, notamment indigènes, qui veulent prendre le contrôle des grandes sources de richesses du pays.

C'est là une caractéristique importante des processus à l'œuvre en Amérique latine. Les forces motrices des luttes anticapitalistes et anti-impérialistes se trouvent autant dans les secteurs populaires urbains, dans les grandes concentrations industrielles que dans les campagnes indigènes. Au Pérou, ce sont ces dernières qui sont à la tête des luttes contre le gouvernement d'Alan Garcia, corrompu et ouvertement au service de la bourgeoisie des intérêts transnationaux. En Bolivie, ce sont eux qui ont porté Evo Morales au pouvoir. Au cœur de l'Amazonie équatorienne, ce sont encore eux qui luttent depuis des années pour la préservation de leur environnement des intérêts des industries d'extraction, et sont à l'origine du projet Yasuni de gel des extractions minières. Par leur mode d'organisation et leur vision du monde, il y a, avec ces peuples, de grandes possibilités d'alliance politique pour les anticapitalistes.

Dans tous les cas, de l'Argentine à Cuba, du Pacifique à l'Atlantique, en situation de résistance comme en Colombie ou au Pérou, confrontés au *golpisme* comme en Honduras, avec des gouvernements issus de leur rang ou de gouvernements de droite, les forces populaires et indigènes posent ouvertement le besoin de socialisme, débattent depuis plusieurs années des voies pour se débarrasser du capitalisme. Une société débarrassée de l'exploitation et de l'aliénation, où la majorité décide de tout, y compris des grandes orientations économiques et industrielles. C'est ce débat que nous voulons poser en France. Plus loin que les nécessaires résistances, nous ne résoudrons la crise sociale et de pouvoir d'achat que vit la majorité de la population qu'en ôtant le pouvoir des mains des capitalistes, qu'en conquérant le pouvoir *pour* et *par* la majorité de la population : ceux qui ne vivent que de leur travail. Une utopie ? Oui, le socialisme !

SOMMAIRE

L'Amérique latine : pôle de résistance et laboratoire social

Interview de « Plinio », candidat aux élections présidentielles brésiliennes

Unification syndicale suspendue au Brésil

500 ans de résistances indigènes

Pérou : soutien aux luttes indiennes

Caraïbes : appel à mobilisation

Nouvelle grève de la faim des militants mapuche

Mexique : la coopérative des « Contis »

Sur le meurtre de Betty et Yiry

Les nôtres, Luis Vitale

Lectures et infos du Web

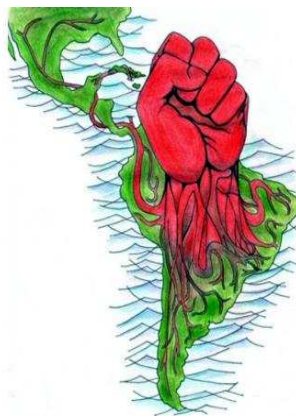


L'Amérique latine : pôle de résistance et laboratoire social

L'Amérique Latine a longtemps été un terreau fertile pour les expériences révolutionnaires. Depuis une vingtaine d'années, elle est probablement devenue le principal foyer de résistance à la mondialisation capitaliste et à l'hégémonie de l'Empire. La richesse et la diversité de ces expériences permettent de qualifier le sous-continent de véritable laboratoire social. En janvier 1994, l'insurrection zapatiste contre l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) montre la voie de la résistance contre les institutions internationales. Elle est suivie une décennie plus tard par la mobilisation continentale contre l'accord de libre échange des Amériques (ALCA) et sa mise en échec lors du sommet de Mar del Plata en novembre 2005. La campagne « 500 ans de résistance » à l'occasion du cinquième centenaire de la colonisation espagnole en 1992 marque l'émergence des mouvements indigènes contre la domination impériale et oligarchique. Elle est probablement un des événements les plus décisifs dans l'Amérique latine contemporaine. Dès lors, en Equateur puis en Bolivie et plus largement au niveau régional, les mouvements indigènes s'affirment de plus en plus comme de véritables acteurs sociaux et politiques. L'Amérique latine est également, à bien des égards, un lieu d'innovation politique et social. La résistance au modèle de domination se traduit sous deux formes :

- d'un côté, par l'élection de nouveaux dirigeants qui se situent plus ou moins en rupture avec le dogme libéral et qui remettent en cause les institutions en place et la démocratie formelle,
- de l'autre, par le renforcement de mouvements sociaux qui réactualisent notamment la question de l'appropriation sociale.

Loin d'être opposables, ces deux formes sont parfois complémentaires. En effet, dans plusieurs pays, l'accumulation de forces des mouvements sociaux a permis des changements de gouvernements ou de faire pression sur les pouvoirs en place. A peine élus, les dirigeants du Venezuela, de la Bolivie et de l'Equateur convoquent des assemblées constituantes pour changer leur constitution respective et réformer fondamentalement les institutions en instaurant formellement la démocratie participative. Ils ont été précédés en cela par le Parti des travailleurs brésilien qui a innové au niveau de la démocratie locale en initiant le budget participatif dans la ville de Porto Alegre en 1990 puis dans l'Etat du Rio Grande do Sul en 1999. Cette expérience a connu un retentissement mondial, ce qui conduira tout naturellement à désigner la ville de Porto Alegre comme siège du premier forum social mondial (FSM) en 2001. Les expériences continentales impulsées par les mouvements sociaux sont diverses. Les formes d'organisation que sont le mouvement des paysans sans-terre (MST) au Brésil, la CONAIE (Confédération des mouvements indigènes) en Equateur, les *piqueteros* (mouvements des sans travail) et le mouvement de récupération des entreprises en Argentine, les *Caracoles* au Chiapas, la Marche mondiale des femmes se situent bien souvent



en rupture avec les formes de luttes traditionnelles du mouvement ouvrier. Ces mouvements sont les lieux d'élaboration et de mise en œuvre de nouvelles pratiques sociales qui privilégient la démocratie active ou directe et l'émancipation. C'est probablement en Amérique latine que le mouvement altermondialiste est devenu le plus actif et le plus structuré. Indubitablement, il a permis de rompre avec la logique de la doctrine Monroe (1823), de sortir des cloisonnements nationaux et de multiplier les échanges entre les mouvements sociaux en ce début du XXI^e siècle. Si au cours de son histoire récente, le sous-continent s'est révélé être un ferment d'expérimentations d'inspiration autogestionnaire, il serait réducteur de limiter la richesse des expériences aux deux dernières décennies. En effet, l'histoire du mouvement ouvrier latino-américain est parsemée de luttes qui ont posées les questions de l'appropriation sociale et pratiquées des formes d'auto organisation : de l'influence exercée par les émigrants anarchistes européens dans la conduite des luttes sociales et sur le coopérativisme dans le Cône Sud (1890 - 1930) (Ferrer - 2004) (de Gracia - 2009) aux expériences péruvienne et chilienne sous les gouvernements de Juan Velasco Alvarado et Salvador Allende au début des années 70 (Raptis - 1973) (Gaudichaud - 2004), en passant par les quatre mille *tomas de fábricas* en Argentine en 1964 (Mandel - 1973, Moreno - 2005), le « Cordobazo » en Argentine (1969) et l'Assemblée populaire en Bolivie (1971) (Lavaud - 1977), il existe une multitude « d'éclairs autogestionnaires » (Iturraspe - 1986). Pour cet ouvrage, compte tenu de la multiplicité des expériences, de leurs impacts et leurs répercussions dans cette région, et plus globalement dans le monde, nous avons l'embarras du choix.

C'est donc tout naturellement que nous avons attribué une place non négligeable à l'Amérique latine. Bien évidemment, nous avons dû opérer des choix drastiques, ce qui implique des manques et des limites. Plutôt que de reprendre des expériences passées, nous avons privilégié des expériences en cours qui revendiquent la transformation du système car pour nous l'autogestion n'est pas une utopie dépassée ou un effet de mode. Le seul détour historique concerne le rôle des Cordons industriels et des pouvoirs populaires au Chili sous Allende, qui a été largement occulté par les ouvrages relatant l'histoire de l'Unité populaire. (Gaudichaud). Nous avons donc tenté de distinguer différentes formes de pratiques et aspects autogestionnaires contemporains : socialisation de l'économie, formes de participation aux institutions, concepts de pluri nationalité et indianisme, exercice du pouvoir populaire. S'ils existent des entreprises récupérées dans plusieurs pays comme au Brésil et au Venezuela, le mouvement argentin est de notre point de vue exemplaire de part son ampleur et sa vitalité. Il s'inscrit également dans un processus historique et puise largement dans la conscience profonde du mouvement ouvrier de ce pays. Le budget participatif mis en œuvre à Porto Alegre a permis de rénover une démocratie

représentative largement discréditée et de remettre le peuple au cœur du processus de décisions. L'impact mondial de cette expérience « nous conforte que c'est l'une des voies de reconstruction d'un projet socialiste. » (Pont-2007). L'émergence du mouvement indigène et particulièrement andin a été décisive dans les changements opérés en Equateur mais surtout en Bolivie. L'indianisme, bien distinct de l'indigénisme, a permis de combattre le modèle de domination impériale « euro centrique » et les discriminations des états-nations. Il réaffirme des identités tout en conceptualisant « l'unité dans la diversité » comme en Bolivie où l'accumulation de forces en résistance au modèle néolibéral a contribué à l'élection d'Evo Morales et à instaurer une nouvelle conception du pouvoir. Le Mouvement vers le socialisme (MAS) se définit comme un « parti-mouvement » et une fédération de mouvements sociaux. Cet « instrument politique atypique » a retenu toute notre attention malgré des limites observées dans son fonctionnement. L'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO) a concentré l'essentiel des paramètres

d'une démocratie radicale et directe, de l'autogestion, de l'autonomie des sujets et des collectifs sociaux. Le répertoire d'actions et les traditions politiques en jeu ont permis l'émergence d'un nouveau collectif social dans un pari radical et alternatif au système hégémonique, la Commune de Oaxaca. Enfin, le processus révolutionnaire vénézuélien, souvent controversé, est traité sous l'angle de la participation populaire dans la mise en œuvre des Missions sociales, le développement endogène de l'économie sociale et la tentative d'instauration d'un double pouvoir avec les Conseils communaux. L'ensemble de ces expériences tend vers des formes d'autogestion. Bien d'autres, non décrites, tentent de pallier à l'absence de l'Etat et de se substituer au marché. L'Amérique latine est en mouvement perpétuel, elle est un « volcan » (Gaudichaud - 2008).

Richard Neuville

(Membre de la commission internationale des Alternatifs)

Source : Extrait du livre collectif *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain*, Syllepse, 2010

Brésil. « Plínio », candidat aux présidentielles brésiliennes de 2010



Plínio de Arruda Sampaio ou « Plínio » est une figure historique de la gauche brésilienne. En 1962, il participe au gouvernement de João Goulart pour mettre en place le projet de réforme agraire. Après le coup d'état militaire de 1964, il fait partie des 100 premiers brésiliens privés de leurs droits civiques, et s'exile au Chili. Il revient au Brésil en 1976 devient l'un des fondateurs du PT en 1980. A la chute de la dictature, il est élu député constituant, et fait inscrire la réforme agraire dans l'article 184 de la constitution brésilienne, utilisé par le Mouvement des Sans Terre (MST) dans la lutte pour les expropriations de terres. En 2005, il quitte le PT en déclarant que les programmes du PT et du PSDB (libéraux) sont semblables. Suite à la décision d'Hélôisa Helena, candidate en 2006 (6,85%), de tenter sa réélection comme sénatrice, Plínio est désigné candidat aux élections présidentielles d'octobre 2010 pour le PSOL. Il mènera la campagne face à Dilma Rousseff (PT – Parti des Travailleurs).

Quel a été l'impact de la crise au Brésil ?

L'impact de la crise ici est très contradictoire. La crise mondiale a totalement fermé des opportunités d'investissement de capitaux en Europe, aux Etats-unis, au Japon, et dans les pays dynamiques économiquement. Les capitaux qui ne peuvent plus investir dans ces pays cherchent donc ailleurs. Nous avons, au Brésil, les plus forts taux d'intérêt pour le capital investi, nous avons ainsi eu un afflux d'investissements étrangers. Ceci a certes créé des facilités de change pour le gouvernements brésilien, mais les investissements sont conditionnés selon les besoins des pays impérialistes : les exportations industrielles sont freinées, ce qui entraîne la montée du chômage dans l'industrie, et au contraire les exportations agricoles ou de matière première explosent car la demande internationale est énorme.

Donc la crise a finalement aidé à la nouvelle insertion du Brésil dans la division internationale du travail. Elle a fait que le Brésil a enterré le projet de nation industrielle, pour redevenir une nation exportatrice de matière première. On est en train de vivre un néocolonialisme... commandé par les forces du «marché». C'est une situation très grave.

Quel est le Bilan de huit ans de gouvernement Lula ?

Le gouvernement Lula a une grande valeur symbolique. C'est le premier homme du peuple, un nordestino, pauvre, immigré vers le Sud et avec une enfance et adolescence très difficile,

qui est arrivé au pouvoir au Brésil. Ce fait est historique et c'est un paradigme en soi. Maintenant, le rôle qu'il a eu est extrêmement néfaste.

Le fait d'exporter tant de produits agricoles et de matières premières entraîne de fortes recettes de capitaux pour l'Etat sous forme de revenus fiscaux. Le gouvernement utilise alors cette manne fiscale pour mener des politiques assistancielles pour les plus pauvres.

Grâce à cela, il gagne à court terme un énorme soutien populaire, mais il est en train de pourrir la société brésilienne, parce que l'éducation, la santé restent terribles, ainsi que la sécurité sociale. Les pauvres brésiliens peuvent aujourd'hui acheter des frigos, et pensent qu'ils sont en train de changer de classe sociale. La situation est extrêmement sérieuse car on assiste en réalité à la dilution des organisations sociales : comme Lula a un énorme soutien populaire (80% d'opinion favorable), il oblige les leaders de ces organisations – qui sont pour la plupart des organisations socialistes – à accepter, par la pression populaire, une politique qui n'a rien de gauche. Ceci génère d'énormes divisions dans le mouvement social : il n'y a aucun mouvement social ici qui ne soit pas divisé, et ceci est grave.

D'un autre côté, Lula construit une relation populiste d'un autre temps, qui est une relation entre la masse et un leader sans l'intermédiaire d'un parti. Ce gouvernement est profondément néfaste pour la moindre conquête sociale réelle

au Brésil. Certains disent que Lula est le «Père des pauvres et la Mère des riches», car ces derniers n'ont jamais autant fait de bénéfice que pendant ces huit dernières années.

Le capitalisme brésilien a changé avec Lula ?

Le capitalisme Brésilien a réellement changé pendant la dictature militaire. Comme le disait Florestan Fernandes¹ le capitalisme brésilien a fait sa révolution bourgeoise à cette époque, une révolution bourgeoise sous domination nord américaine, et depuis ils restent subalternes. On peut dire que l'on a ici une bourgeoisie qui «marche à la commission», qui reçoit essentiellement les retombées sous forme de commissions des énormes bénéfices que les multinationales font dans ce pays. C'est une bourgeoisie sans ambition à l'étranger, ou alors vers quelques secteurs dans d'autres pays d'Amérique Latine, mais toujours dans cette même logique de commissions. Par contre, ici, ils ne cèdent rien, ils se comportent de façon extrêmement caricaturale, violente, ce qui fait de la société brésilienne l'une des plus violentes au monde.

Quels sont les axes principaux de votre campagne ?

Notre campagne est une campagne de contre-feux : les deux candidats des deux partis bourgeois ont fait en sorte que la campagne soit très courte, très restreinte (elle se fera seulement en 3 mois dans un pays-continent), car leur but est de noyer les sujets sociaux. Ils ne veulent pas discuter des problèmes réels du pays parce qu'ils savent qu'indépendamment de leur volonté, la conjoncture internationale va les obliger à remplacer les mesures populistes par des mesures d'austérité. Ils ne veulent pas que le peuple en ait conscience, et ils ne veulent pas que le peuple puisse voir des alternatives.

Nous voulons faire un contre-feux aux trois idées forces de leur consensus : 1.«tout va bien» 2.«cela va encore s'améliorer» et 3.«il n'y a pas d'alternative au capitalisme».

Nous allons dire que «cela ne va pas si bien»; que «ça ne va pas s'arranger» et qu'«il existe un projet d'un Brésil socialiste». Dans cette optique, nous sommes en train de bâtir un programme qui n'est pas un programme socialiste, car nous ne sommes pas en condition de faire une rupture radicale aujourd'hui, mais il avance l'idée d'anticapitalisme, et sert à semer largement les idées socialistes. Par exemple, nous allons défendre des solutions qu'aucun d'eux n'aura le courage d'assumer, pour montrer que leur discours est une arnaque. Nous allons proposer une réforme agraire radicale : toute propriété de plus de 500 hectares sera expropriée pour être rendu à la population rurale, grâce à des propositions simples qui règlent largement certains problèmes structurels du Brésil.

Il y a des séminaires régionaux de constitution du programme. Qu'en est-il sorti ?

On arrive au même point : nous devons faire un programme extrêmement radical, pour choquer vraiment ! Choquer la bourgeoisie, la classe moyenne, les réactionnaires. Nous devons éviter tout discours doctrinaire mais proposer des mesures qui sont contradictoires avec les bases mêmes du capitalisme ; ce sont celles-là qui conscientisent, et notre principale tâche est conscientiser. Un thème important pour nous est l'éducation : on doit nationaliser toute l'éducation et permettre aux écoles communautaires qui ne font pas de profit de rester indépendantes pour garantir une liberté de pensée. Les questions environnementales sont fondamentales, par exemple l'eau, une façon pour nous de mener ce combat de

contre-feux, sera de parler de l'accès et de l'assainissement de l'eau comme une question de droit de l'Homme.

Outre la réforme agraire, nous luttons aussi pour une réforme urbaine, pour la création d'emplois publics afin d'améliorer le quotidien et surtout les logements. En ce moment, ici à Fortaleza, 1.500 familles occupent un terrain en pleine ville avec le MST et le MCP (Mouvement des Conseils Populaires) pour obtenir cette réforme urbaine.

Les violences ici au Brésil sont dirigées principalement contre les femmes et les adolescents, et contre les noirs, il y a beaucoup de racisme. Les adolescents des favelas sont victimes du crack, de la police et du trafic de drogue, il y a un besoin urgent de justice sociale et pénale au Brésil et des besoins en terme d'infrastructure, d'éducation et de travail culturel pour sortir de la catastrophe humaine que nous vivons.

Les femmes doivent pouvoir disposer de leur corps, la question de l'avortement a toujours été une question délicate au Brésil, mais nous ne devons pas hésiter : je suis catholique et je défends non pas la dépénalisation, mais la légalisation de l'avortement, parce qu'une femme pauvre en meurt et une riche peut le faire sans danger. Je vais aux gaypride, et je pense que les LGBTs peuvent se marier et adopter des enfants. Le conservatisme de ce pays ne sert qu'à opprimer un peu plus notre peuple.

Propos recueillis par Julien Terrié en mai 2010, Fortaleza, Brésil.

(1) L'interview complète est sur notre blog:

<http://americuelatineenlutte.blogspot.com/2010/06/interview-plinio-candidat-du-psol-aux.html#more>

Brésil : processus d'unification syndicale suspendu

Toutes les conditions étaient réunies, ces 5 et 6 juin 2010, pour écrire une page importante de l'histoire du mouvement des travailleurs brésiliens : 3115 délégués, 799 observateurs et 120 observateurs internationaux (venus de 25 pays) étaient réunis à Santos pour le Congrès CONCLAT (Congrès de la Classe Travailleuse) convoqué par 6 organisations (MAS, Conlutas, Intersindical, MTL, MTST, Pastoral Operaria). Il s'agissait de conclure par l'unification les débats menés depuis plus de deux ans sur le caractère de cette unification syndicale par une commission de coordination et de préparation du congrès, composée des représentants des divers partenaires, débats repris dans les semaines précédant le congrès par plus de 20 000 travailleurs, réunis dans les 913 assemblées d'élection des délégués élus. Après des heures de congrès, les ultimes moments ont révélés des problèmes profonds et l'unification n'a pas eu lieu pour le moment. Retour sur une occasion loupée.

CONCLAT, est un nom important au Brésil, c'était celui du congrès de fondation de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs) en 1983, où, sortant de la dictature, les brésiliens se sont dotés d'un outil syndical de masse, populaire et reflétant la volonté d'un « Novo Sindicalismo » (Nouveau syndicalisme) pratiqué dans

¹ Florestan Fernandes (1920-1995) militant politique, éminent sociologue marxiste brésilien, était militant de la gauche du PT. Le MST a donné son nom à son école de formation de cadre politique, à São Paulo.

les grèves de « l'ABC paulistas² » de 1978 à 1980. Ce nouveau Syndicalisme contestait le syndicalisme étatique, corporatiste et financé par l'impôt syndical obligatoire, mis en place par Getulio Vargas pour contrôler les mobilisations.

Malgré les décisions très radicales du premier CONCLAT : pour la Liberté et l'autonomie syndicale, pour la fin de l'impôt syndical, pour la fin de l'intervention de l'Etat dans les syndicats, pour le rassemblement des travailleurs en une Centrale syndicale « lutte de classe » et leur auto-organisation sur les lieux de travail, malgré les nombreuses mobilisations des travailleurs brésiliens prenant appui dans ces années 1980 sur la construction de ce nouveau syndicalisme soutenu et stimulé dans le même moment par la construction d'un nouveau parti indépendant des patrons et de l'Etat, le Parti des Travailleurs (PT), le régime bourgeois qui suivit la fin de la dictature, tout en étant contraint de tolérer l'intervention de la CUT et d'accepter d'importantes concessions, réussit cependant à préserver une grande partie des dispositifs antisindicaux légués par la dictature. Lors de la contre offensive néo-libérale menée au Brésil dans les années 90, les gouvernements Collor de Melo puis Cardoso portèrent des coups sévères contre les acquis sociaux, se servant en l'aggravant de tout le dispositif légal syndical anti ouvrier. C'est dans ce contexte que la direction de la CUT a connu une adaptation à cette nouvelle situation, parallèle à celle que subissait la direction du PT, l'une et l'autre direction interférant entre elles à partir du noyau dur commun de direction : « l'Articulação ». La CUT a ainsi accompagné la transformation de ce parti (le PT), qui, au fil des défaites électorales, s'est dirigé vers une adaptation de plus en plus accrue aux institutions bourgeoises du Brésil, jusqu'au tournant néo-libéral qu'il a adopté et pratiqué au sein du gouvernement Lula.

Lula élu président fin 2002 et installé au pouvoir en 2003, tout en menant une politique néo libérale, favorable aux multinationales, particulièrement celles de l'agro-business et au modèle agro-exportateur, a aujourd'hui une grande partie de l'opinion en sa faveur, grâce à des programmes assistancielles permettant aux brésiliens les plus pauvres de tenir la tête hors de l'eau et grâce à son aura de *nordestino*. Issu d'un milieu pauvre et de constructeur d'un parti qui continue à semer dans de larges secteurs de la population la confusion sur la véritable nature de sa politique social libérale. Pourtant aucune avancée en terme d'éducation, de santé ou de politique sociale ou écologique n'est à mettre sur le compte de huit ans de son gouvernement. Cette situation se traduit dans les mobilisations et des résistances importantes mais elles n'atteignent pas une dimension globale et massive à cause de la popularité du gouvernement et de l'instrumentalisation des grandes centrales syndicales.



La CUT avec les autres syndicats « pelegos » (jaunes) accompagnent aujourd'hui les grandes réformes du gouvernement Lula : réforme libérale des retraites, privatisations, diminution des droits des salariés dans le cadre de la réforme du code du travail, paralysie de la réforme agraire et liberté d'action pour les multinationales de l'agriculture. La CUT a jeté à la poubelle de l'histoire la créativité du premier CONCLAT et plusieurs syndicats ont réagi, au terme de dures batailles, en quittant la CUT et créant, respectivement, Conlutas, centrale syndicale sur laquelle le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unis) a une influence prédominante et Intersindical, centrale plus hétérogène politiquement, créée à l'initiative, entre autres, de militants du PSOL (Parti du Socialisme et des Libertés).

C'est donc dans un contexte de reflux des luttes sociales brésiliennes que six organisations populaires et syndicales ont décidé d'unir leurs forces et de retrouver les fondamentaux du « novo sindicalismo » dans le deuxième CONCLAT qui a eu lieu les 5 et 6 juin 2010 à Santos. Le NPA était présent en tant qu'invité dans la délégation internationale.

Unité : nécessaire ; Indépendance : fondamentale

A l'arrivée dans le centre des congrès de Santos, ce qui frappe c'est la dynamique impressionnante et l'ambiance très chaleureuse entre les 4 000 personnes venant de tous les coins de ce « pays continent ». On sent un profond enracinement populaire. Ce qui étonne d'emblée pour un observateur international venu de France c'est la présence de drapeaux d'organisations

politiques dans un congrès syndical, la présence dans les halls du congrès des nombreux stands et publications de ces partis animant des courants syndicaux plus largement représentatifs...

Plus de 350 syndicats sont représentés, (du privé... métallurgie, travailleurs du bâtiment, de l'industrie chimique..., du

public...employés territoriaux, enseignants, en particulier le syndicat des professeurs du supérieur...); beaucoup d'oppositions minoritaires de la CUT sont présents, soit comme délégués, soit comme observateurs.

Enfin des délégués du mouvement social comme le mouvement des sans toit (MTST), des mouvements des noirs, du mouvement Terre et Liberté (MTL).

Les syndicats représentent 3 à 4 millions de personnes. C'est donc un acquis très important pour une recomposition syndicale face à l'intégration de la CUT à la politique néo libérale du gouvernement Lula. Pourtant tous les délégués, heureux de se retrouver si nombreux, savent qu'ils ne représentent encore qu'une faible minorité des travailleurs brésiliens.

Durant le lancement, les organisateurs mais aussi les invités, notamment « Quima » un représentant du puissant MST (Mouvement des Sans Terre), ont insisté sur l'importance d'unifier les luttes et les revendications en période de crise qui est bien loin de la « vaguelette » annoncée par Lula et sur l'importance de la solidarité internationale notamment avec le

² ABC, région rassemblant les villes ABC : Santo André, São Bernardo do Campo et São Caetano do Sul où les usines de la métallurgie étaient établies les années 1970. (NDR)

peuple palestinien.

Le premier acte du congrès le samedi matin est la présentation de la délégation internationale, entre autres, Sotiris Martalis, syndicaliste grec, un représentant haïtien de Bataye Ouvrié, le Hondurien Eduardo Barahona, Christian Mahieux pour Sud, et le vénézuélien Orlando Chirino pour l'UNT, etc, imprègnent ce congrès des résistances des peuples contre la crise, l'impérialisme et la pauvreté.

Le samedi après midi, les différentes thèses et positions en présence sont présentées.

Il y a sur les problèmes centraux, entre les représentants des deux principales forces, l'Intersindical et Conlutas Des bases d'accord essentielles qui justifient pleinement le mouvement vers la fusion, en particulier sur les principes devant régir le syndicat, sur la conjoncture, sur un manifeste, sur le plan d'action face au patronat et au gouvernement.

D'ailleurs, dès l'ouverture de la session plénière du congrès les bases de ces accords seront adoptées par l'immense majorité. Notons, cependant, que ces deux grandes forces ont leur propre contestation, même très minoritaires, dont on trouve les positions dans le cahier des thèses du Congrès et dont le temps de parole est scrupuleusement préservé.

Pourtant le congrès n'a pas été construit autour de la réalité de cet accord de fond ni sur la mise en avant comme élément central pour la fusion, de ces accords essentiels. La commission de coordination et de préparation du congrès et les différents partenaires, ont décidé de laisser le congrès trancher par le vote les points de désaccords qui restent et l'ordre du jour a été construit ainsi. Il s'agira certes de débattre, de se convaincre mutuellement, mais en fin de compte de se compter, d'évaluer la force de chacun. C'est sur cette dynamique que ce premier congrès pour l'unification, réunissant des forces qui ont à peine commencé à vivre ensemble, se déroulera.

Et c'est le dimanche matin que répartis en groupes les délégués échangeront essentiellement sur les points divergents entre les délégués notamment de Conlutas et de l'Intersindical :

- Les étudiants à travers leur organisation syndicale doivent-ils intégrer la nouvelle centrale ? Les positions sont très partagées, d'un côté certains (Intersindical) considèrent que les étudiants au Brésil étant très minoritairement issus de la classe travailleuse, il convient plutôt de s'allier avec eux et leurs luttes à travers la construction d'une coordination nationale, un Foro (Forum) annuel, en leur laissant leur indépendance organisationnelle, d'autres réfutent l'argument en insistant sur l'importance que les syndicats étudiants soit organiquement dès le départ intégrés à la nouvelle centrale même s'il faut limiter leur place dans la direction à 5% (Conlutas). Les délégués de l'intersindical soulignent que les représentants étudiants devront être élus par leur base et non pendant le CONCLAT.
- Faut-il intégrer les mouvements contre les oppressions (anti racistes, féministes, LGBT) en tant que tels dans la nouvelle centrale ? Oui, pour Conlutas pour qu'ils soient représentés en tant que tel. Non, pour Intersindical et d'autres qui considèrent que ce sont des questions transversales traitées en commissions et dont la

direction doit tenir compte, avec cette proposition, ils risquent d'être mis en minorité et ne pas faire avancer leurs propositions.

- Faut-il appeler à un Front de Gauche (hors PT et alliés) aux prochaines élections présidentielles d'octobre présentant un candidat commun, comme le proposent les militants de l'Intersindical avec des minoritaires de Conlutas ou faut-il seulement que le Congrès se prononce en faveur du vote au choix des trois candidats en présence comme le souhaitent la majorité de ceux de Conlutas.
- Faut-il un nom original et nouveau pour la centrale ? Conlutas qui vient de voter majoritairement dans son dernier congrès la nécessité de maintenir le nom de Conlutas dans le nom nouveau et propose le nom de Conlutas-intersindical. Pour tous les autres représentants, il faut créer une dynamique, une dialectique autour d'un nouveau nom et représenter un réel changement dans les pratiques syndicales et surtout évoluer dans des structures communes. De plus, comme tous les syndicats d'Intersindical ne sont pas dans le processus d'unification, il est impossible de garder le nom d'Intersindical.

On sent très clairement que faute de temps pour débattre en profondeur, la question du nom va cristalliser les divergences d'opinions et de pratiques qui tendent le débat.

Les votes

Dimanche après midi, les délégués se préparent au vote en session plénière, carton de vote en main et cri de lutte adapté à chaque situation en tête.

Ainsi le vote en faveur des points d'accord décisifs communs est très largement adopté comme nous l'avons vu plus haut, mais l'attention des délégués se porte sur les votes polémiques en suspens.

Le vote sur l'appel à un front de gauche autour d'un candidat commun des partis ouvriers aux présidentielles montre un rapport de force plus important que prévu pour la délégation de la majorité de Conlutas, les délégués du MTL (organisation faisant partie d'un courant du PSOL) ont voté avec eux, ce qui n'était pas prévu, le rejet de cette proposition passe très largement, en faveur d'un vote pour la liberté de choix laissée pour un candidat parmi les trois candidats des partis ouvriers.

Dans l'ensemble on perçoit bien, par la répartition des délégués qui ont fini par se regrouper géographiquement dans l'immense salle par affinités de position, que la majorité de Conlutas obtient environ 60% des voix (cela pouvant néanmoins varier un peu en fonction des points mis au vote) et que Intersindical obtient environ 40% des voix

Le vote concernant l'intégration des étudiants et des mouvements contre les oppressions passe largement aussi. La salle commence à chauffer en posant la question de la validité de la délégation étudiante qui rentrera en direction.

Une demande remonte au bureau de congrès, des "observateurs" de Conlutas ont voté, on décide de retirer les badges des observateurs...

Arrive le vote pour le nom de la centrale. C'est à nouveau le nom proposé par la majorité de Conlutas, en alliance avec le MTL, qui est majoritaire : *Conlutas-Intersindical-Central sindical y popular*.

S'il y a bien un point qui aurait pu et du se faire sur la

base d'un consensus c'est bien celui là. Les tentatives pour y arriver, dans une interruption de séance très tendue, ont échoué. C'est ce qui va définitivement tendre les rapports dans le Congrès jusqu'à une rupture. Ce sera l'occasion du retrait du congrès, par une réaction spontanée et improvisée de très nombreux délégués de base minoritaires. Dans cet épisode, au delà de l'incapacité comme force majoritaire à réaliser un consensus, disons que deux décisions de la majorité de Conlutas n'auront pas arrangé les choses :

1. Après un premier vote évalué par la tribune, le refus de réaliser un deuxième vote en comptant nominativement les voix comme cela est demandé par de nombreux délégués de base
2. Et aussi la décision de faire défendre la proposition du nouveau nom de la centrale par le candidat aux élections présidentielles du PSTU lui même.

Sans directive de leur direction, les délégués d'Intersindical, du MAS, du MTST, de la Pastoral operaria de Sao Paulo, d'un secteur de Conlutas : *Unidos pra lutar* animé par le CST (un courant du PSOL), sortent spontanément du congrès. Des assemblées de chacune de ces forces se tiennent. Après d'intenses discussions ils décident, à part ceux du MTST, de ne pas revenir dans le congrès Le processus d'unification est suspendu.

Certes le contexte politique électoral des présidentielles de novembre 2010 au Brésil, au cours duquel l'unité des partis de gauche (PSTU, PSOL, PCB) autour d'un seul candidat et d'un programme commun, comme cela avait été réalisé en 2006, a échoué et ne créait pas un contexte très favorable pour la réalisation d'un climat de fusion. Certes comme nous l'avons vu,

la dynamique créée par l'organisation du congrès, a facilité cette interruption du processus d'unification. Pourtant cet événement révèle que la question qui est posée (et d'ailleurs au delà de ce congrès à tout mouvement et à toute organisation) c'est celle du « leadership », une question qui exige une grande maturité : comment influencer et orienter une organisation à caractère de masse tout en laissant à celle ci son mouvement propre, sa respiration autonome et sa totale liberté d'organisation sans penser en terme de contrôle d'appareil.

Les équipes qui de part et d'autre ont préparé le CONCLAT, particulièrement Conlutas et Intersindical, ont toutes évalué la non réalisation de l'unification comme un échec pour tous.

Elles ont pris l'initiative de réaliser ensemble malgré tout, dès le lundi matin, la tenue de la réunion internationale prévue avec les délégués internationaux présents au Congrès et ont rédigé une résolution sur la solidarité internationale commune aux deux parties.

Par ailleurs, des contacts ont été repris pour essayer de dépasser cette situation d'échec et reprendre le cours du processus d'unification. Cela risque d'être long et complexe. Aujourd'hui, la proximité avec les élections législatives et présidentielles d'octobre compromettent une résolution du conflit à court terme. Mais la bataille pour l'unité et les fondamentaux du « novo sindicalismo » est toujours en cours et il faut souhaiter son entière et large réussite.

Julien Terrié et Jean Puyade

Résistances indigènes. 500 ans d'organisation sociale collective

Dans tous les pays où existe une population indigène, celle-ci lutte avec combativité en *défense de la Mère Terre*, contre les attaques des entreprises pétrolières, minières, d'exploitation de bois, etc. L'agro-industrie est également l'ennemie du sol et des populations, car elle détruit les sols par la monoculture et l'utilisation d'engrais chimiques, elle surexploite les travailleurs et le plus souvent elle produit pour l'exportation par exemple des biocombustibles pour alimenter les véhicules. Une autre attaque consiste à construire des barrages, des entreprises hydroélectriques, des aéroports, des routes, etc. au service des entreprises et au détriment des habitants.

Le massacre à Bagua d'environ 200 péruviens amazoniens (le chiffre officiel est de 10), dont les cadavres ont été incinérés par les forces de répression, a provoqué l'indignation internationale. Mais il existe aussi des victoires, comme celle de Tambogrande qui a empêché l'entreprise canadienne Manhattan d'extraire l'or qui se trouve dans le sous sol³.



Au Chili le gouvernement "socialiste" a utilisé les lois de Pinochet pour réprimer les Mapuches qui défendent la Mère - Terre

En Argentine, Andalgalá et d'autres villages luttent courageusement en défense de l'environnement.

Au Guatemala, des centaines de milliers d'indigènes luttent contre la législation sur l'exploitation des mines.

Aux EU les indigènes s'opposent à l'extraction d'uranium qui cause des dommages à la "grande grand-mère" (le Cañon du Colorado).

En Colombie Britannique, au Canada, les indigènes luttent contre l'édification de constructions dans leur territoire à l'occasion des jeux Olympiques d'hiver.

Le grand capital ne s'attaque pas seulement à l'environnement. Etant donné que

l'organisation collective est l'arme de défense des indigènes, les attaques sont aussi dirigées contre elle. La législation anti-communauté indigène s'est mise en place presque simultanément au Mexique et au Pérou. Les décrets-lois anti-indigènes promulgués par le président péruvien ont pour cibles l'environnement et la communauté indigène.

C'est précisément cela qui renforce la *construction du pouvoir collectif indigène*.

³ Le projet de la multinationale a définitivement été abandonné en 2004.

L'exemple le plus avancé de la lutte indigène pour construire un pouvoir autonome est celui de la zone libérée de Chiapas, au Mexique. C'est la collectivité qui gouverne, en éliminant les dirigeants sans qu'aucun candidat ne se présente. Les membres des corps collectifs élus, ne touchent pas de salaire pour cette fonction et ils peuvent être révoqués à tout moment. L'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) protège la population de cette zone de l'attaque gouvernementale, ses membres n'ont pas le droit de participer aux organismes gouvernementaux.

C'est donc une véritable démocratie qui fonctionne là bas. Malheureusement ce mot a été tellement galvaudé -depuis sa création pour nommer la dictature des mâles grecs contre les femmes et les esclaves, jusqu'à son actuelle utilisation pour définir les gouvernements du grand capital contre la majorité de la population-, que j'ai du mal à utiliser ce terme.

Le Chiapas est le cas le plus avancé mais ce n'est pas le seul. Dans la région du Cauca, en Colombie, selon les mots de Raúl Zibechi⁴, « *il existe 14 resguardos (régions protégées démilitarisées) qui occupent environ 191 000 hectaresoù vivent 110 000 personnes Au total il y a 25 000 familles réparties dans 304 hameaux ou communautés rurales Dans ces territoires sont organisés 18 'cabildos', autorité politique indigène qui cohabite avec les municipalités de l'Etat colombien. Les cabildos sont administrés par des gouverneurs nommés par de grandes assemblées et accompagnés par des délégués choisis dans chacun des hameaux. Le 'cabildo', c'est un pouvoir territorialisé qui doit cohabiter avec d'autres pouvoirs qui font tout pour réduire son influence : essentiellement, les militaires et la guérilla.* »

En Equateur, ce sont les indigènes qui grâce à leurs manifestations populaires ont eu raison de l'attitude obstructionniste de la droite, et en particulier de sa prétention, au moyen du parlement, à empêcher la réalisation de l'Assemblée Constituante. Les indigènes ont soutenu le gouvernement de Correa.

Maintenant ils s'opposent à Correa en défendant leurs territoires contre les dégâts provoqués par l'extraction de pétrole ; ils expliquent aussi que la loi sur l'eau les prive de certains droits. Le désaccord s'étend au terrain éducatif puisqu'ils exigent de nommer aux mêmes les instituteurs sur leur territoire et empêchent l'arrivée d'agents gouvernementaux qui essaient d'y entrer pour les diviser.

Ils expliquent, à juste titre, qu'ils appliquent ainsi la nouvelle constitution équatorienne, qui reconnaît que l'Équateur est un état plurinational.

Tout cela renforce la construction d'un pouvoir démocratique autonome.

En Bolivie, où les élections se font encore selon l'ancienne méthode qui n'a rien de démocratique et où les indigènes n'ont droit qu'à une infime minorité de représentants, il y a quelques jours les indigènes du Béni ont élu leurs représentants à la manière indigène, au consensus.

Au Honduras du 12 au 14 mars, a eu lieu la seconde « Rencontre nationale pour la Refondation du Honduras » qui a rassemblé plus de 1000 délégués.

Le pivot principal de l'organisation a été le Conseil Civique des Organisations Populaires et Indigènes du Honduras (COPINH). Ce sont les indigènes qui ont nourri les participants. "Ils n'apportent pas ce qu'il leur reste; ils apportent ce qu'ils ont", a dit la dirigeante Berta Cáceres, quand sont arrivés des hommes et des femmes des communautés, chargés de sacs de maïs, de haricots rouges, de café, de fruits, pour la cuisine collective.

Au nom de l'organisation indigène, Berta a expliqué que, puisque au Honduras il n'existe pas de gouvernement légitime, le peuple doit choisir à la base, ses autorités.

Au Pérou le massacre du 5 juin (2009) à Bagua a renforcé le pouvoir indigène dans plusieurs agglomérations amazoniennes qui ont mis en place des postes pour contrôler ceux qui entrent sur leurs territoires et où les commissariats sont restés sans policiers, car ceux-ci craignent de revenir sur place.

Dans la sierra, des "rondes paysannes", organisations d'auto-défense contre les voleurs de bétail et de justice interne, ont été créées pour répondre à la corruption des juges et des policiers. Au début elles ont été réprimées par le système, mais devant leur multiplication, le pouvoir a été obligé de les reconnaître légalement et de leur donner des prérogatives pour exercer la justice à un niveau inférieur.

Là où existent des populations indigènes, elles se dotent d'une organisation communale, plus ou moins démocratique, avec une plus ou moins grande force face aux autorités du système.

TACHES DES RÉVOLUTIONNAIRES

Voilà plus de cent ans qu'existe la lutte contre le capitalisme qui est un système injuste, à mon époque, nous, les révolutionnaires, nous pensions que si nous n'arrivions pas à l'abattre, les générations futures le feraient.

Maintenant nous voyons que c'est faux : si nous, les générations actuelles, nous ne détruisons pas le capitalisme, c'est lui qui, par ses attaques contre la nature, exterminera l'espèce humaine. En fait, il a déjà commencé à l'exterminer, essentiellement par le réchauffement global produit par l'émission des gaz à effet de serre.

Il existe des lois de protection de l'environnement, mais une autre des normes du système c'est qu'avec de l'argent on peut détourner n'importe quelle loi.

Si un capitaliste par des raisons morales renonce à implanter une industrie polluante, ce n'est pas une solution, car le tourbillon du marché fera qu'un autre capitaliste prendra sa place.

Le seul remède possible, pour freiner le réchauffement global et toute la détérioration de la nature, c'est d'en finir avec le capitalisme. Les 100 000 personnes qui criaient à Copenhague : « *Changeons le système, pas le climat !* », avaient raison.

Les populations indigènes, considérées comme les moins civilisées, se trouvent en première ligne pour la défense de la nature et donc pour la survie de l'espèce.

Ces populations, aujourd'hui encore écrasées par le capitalisme, construisent le type d'organisation sociale pour lequel nous luttons. Pour le dire avec les mots du Subcomandante Marcos : « *il ne s'agit pas de prendre le pouvoir, mais de le construire* ».

Si vous voyez cela, vous comprendrez qu'une tâche fondamentale des révolutionnaires anticapitalistes, doit être la solidarité avec les luttes indigènes en défense de la nature et pour la construction de la nouvelle société.

Hugo Blanco

(Traduction de Cathy Ferré)

Source : Rebelión www.rebelion.org/noticia.php?id=103598

⁴ NDLT. Raúl Zibechi, écrivain et journaliste uruguayen, spécialiste des mouvements sociaux

Pérou : Soutenons les luttes indiennes !

Il y a un an déjà, en juin 2009, le gouvernement péruvien de l'APRA présidé par Alan GARCIA PEREZ mettait fin dans le sang à une mobilisation des indiens de l'Amazonie péruvienne. La raison de leur lutte ? Ils exigent l'abrogation des décrets législatifs favorisant le Traité de libre commerce (TLC) signé entre le Pérou et les USA. Ce traité offre des pans entiers de l'Amazonie aux multinationales. Le mouvement indien dirigé par l'AIDSESEP (Association interethnique pour le développement de l'Amazonie péruvienne) s'est mobilisé pendant 54 jours pour défendre les terres des communautés, la protection de la biodiversité de l'Amazonie, Bien Commun de l'humanité. Il a été fortement réprimé. Le solde : 33 gardes civiles et des indiens morts. Les responsables de ce massacre n'ont pas été traduits en justice. Bien au contraire, ce sont les victimes qui sont objets de persécution politique et judiciaire :

- 125 cas d'indiens en attente de jugement
 - 3 dirigeants sont encore en prison : Feliciano CAHUASA, Dany LOPEZ et Austerio PUJUPAT
- Récemment, le Président d'AIDSESEP Alberto PIZANGO CHOTA qui se trouvait en exil au Nicaragua est rentré au Pérou malgré le mandat d'arrêt à son encontre.



Emprisonné, il a été libéré. Mais trois procès sont encore en cours contre lui. Le NPA fait siennes les réclamations du mouvement indien :

- La sanction des responsables de ce massacre
- L'abrogation des décrets législatifs qui restent encore en vigueur, ainsi que la révision du TLC
- L'arrêt de la persécution politique des dirigeants indiens.
- L'annulation des procès contre Alberto Pizango, Président d'AIDSESEP.
- La liberté immédiate de Feliciano CAHUASA, Dany LOPEZ et Austerio PUJUPAT.

Un soutien international est plus que jamais nécessaire !

Patricio / tract du NPA – juin 2010

Caraïbes : appel à la mobilisation sociale en octobre

Pendant près d'une semaine, des organisations syndicales venues de Ste Lucie, de la Guyane, de la Martinique, et d'Haïti ont rencontré leurs homologues de Guadeloupe. Un appel à la mobilisation a été lancé pour le mois d'octobre. Les syndicats de la Caraïbe semblent vouloir former un véritable « Liyannaj ». C'est en tout cas ce que laisse penser l'organisation de rencontres internationales, intitulées «Conférence des syndicats anticolonialistes, anticapitalistes et anti-impérialistes des colonies de la France » (CSACF) qui ont lieu pendant une semaine en Guadeloupe. Suite à ces rencontres, le LKP, le C5F de Martinique et l'UTG de Guyane, devraient de manière coordonnée déclencher un important mouvement de protestation au mois d'octobre prochain, «face au non-respect des accords signés en mars, considérant que la situation sociale ne cesse d'empirer et touche particulièrement la jeunesse ». Selon les organisations syndicales, le but de cette

alliance est de déclencher les grèves en même temps, afin d'avoir un impact plus fort sur les pouvoirs publics. Les revendications du CSACF concernent « la vie chère, la répression anti-syndicale, l'emploi, le droit à l'éducation et aux formations qualifiantes, une agriculture saine permettant d'aller vers l'auto suffisance alimentaire, le droit de vivre et de travailler dans nos pays, le relèvement général des minimas sociaux et des retraites ».

Christelle Viguer – source : DOMactu.com



Chile : Nouvelle grève de la faim des Mapuche

Nous, prisonniers politiques mapuche actuellement en prison à El Manzano (Concepción), informons le peuple nation mapuche et l'opinion nationale et internationale qu'à partir d'aujourd'hui lundi 12 juillet 2010 nous commençons une grève de la faim liquide indéfinie. Cette décision drastique et extrême résulte d'une série de situations que nous avons dénoncées face aux procès politico-judiciaires injustes que nous subissons et qui violent tous les droits qui nous sont dus en tant que MAPUCHE et prisonniers politiques. En bref, nous avons dénoncé les montages médiatiques dont nous sommes l'objet de la part du Ministère Public représenté par des procureurs antimapuche et des groupes de policiers corrompus qui prétendent nous imposer les lois de la dictature et des méthodes fascistes. C'est ainsi que l'État chilien

défend les grandes entreprises compromises dans le conflit qui l'oppose à notre peuple, en le persécutant, en cherchant à anéantir le mouvement mapuche par la criminalisation de la juste lutte de nos communautés et l'emprisonnement de leurs représentants. Nous dénonçons aussi la grotesque campagne anti-mapuche orchestrée par

la droite économique et politique chilienne qui utilise ses moyens de communication pour préparer l'opinion publique chilienne à adhérer à la criminalisation et à la condamnation de nos militants sociaux menée par les procureurs.

Nos revendications sont les suivantes :

1. Supprimer l'application de la loi antiterroriste appliquée aux revendications mapuche ce qui signifie la fin de la loi antiterroriste de la législation pinochetiste
2. Supprimer le recours à la justice militaire dans les conflits mapuche ce qui signifie la fin de la justice militaire appliquée à la population civile au Chili.
3. Liberté à tous les prisonniers politiques Mapuche détenus dans différentes prisons de l'État chilien.
4. La démilitarisation des zones Mapuche dans lesquelles les communautés revendiquent des droits politiques et territoriaux.

Enfin, nous appelons Notre Peuple à se mobiliser, à protester et à lutter pour ce que nous considérons une Cause Juste ainsi que toutes les organisations sociales et politiques qui nous soutiennent.

POUR LE TERRITOIRE ET L'AUTONOMIE DU PEUPLE NATION MAPUCHE « WEUWAIN »
Prisonniers politiques mapuche – Concepción / Plus d'infos en français sur : <http://mapuche.free.fr/>

La coopérative mexicaine des « Contis »...

Jésus Torres Nuno est secrétaire du Syndicat national révolutionnaire des travailleurs d'Euzkadi (SNRTE), une entreprise de pneus au Mexique, anciennement filiale de Continental. Après une longue grève, ils ont pu reprendre l'usine en coopérative en partenariat avec une entreprise de distribution de pneus.

Quelle est l'histoire de cette usine?

En rachetant l'usine, en 1998, Continental a tenté d'imposer des nouvelles conditions de travail impliquant une augmentation de la production de 35%, l'imposition de la journée continue, la fin du repos dominical inscrit dans le contrat de travail, une diminution des effectifs et un nouveau règlement intérieur. Face à notre refus, ils ont annoncé, le 16 décembre 2001, la fermeture de l'usine, avec l'objectif assumé de détruire notre syndicat. Dès cette annonce, nous avons présenté un plan de lutte à l'assemblée générale, qui prévoyait d'empêcher la sortie des machines ou de n'importe quel produit présent dans l'usine. La grève a duré trois ans, un mois et dix jours, le gouvernement mexicain refusant de reconnaître légalement notre grève pendant deux ans. Nous avons cherché différentes solutions alternatives à la direction, dont la nationalisation de l'entreprise, mais Continental n'a jamais voulu. Nous avons obtenu la récupération de la moitié de l'usine sous forme de coopérative (Tradoc), une aide technique pendant neuf mois pour réussir le démarrage, l'achat de 500000 pneus par an par Continental et la vente de matières premières à prix préférentiels, plus 225 millions de pesos de la part de Continental. L'autre moitié de l'usine a été acquise par Llanti Systems, un distributeur de pneus.

Etes-vous satisfaits de ce que vous avez obtenu?

Notre principal objectif était de récupérer notre travail, ce qui passait pour nous par la réouverture de Continental, le paiement des salaires et le maintien du syndicat. Nous exigeons du gouvernement l'expropriation de l'entreprise, ce qui nous semblait la meilleure solution. Mais celui-ci s'est surtout distingué en appuyant le patronat! La création de la coopérative n'était vraiment pas la meilleure option, mais au moins elle permettait de retrouver notre travail. Mais la poursuite de la grève était difficile, nous étions à bout. D'un autre côté, le succès de notre coopérative a démontré quelque chose d'important : la capacité des travailleurs à administrer eux-mêmes une grande entreprise. Continental espérait notre échec.

Quelques mois après la récupération de l'usine, celle-ci fonctionnait, était propre, organisée et nous produisons.

Comment fonctionne l'entreprise maintenant?

Nous produisons plus de 10000 pneus par jour. Aucune



décision n'est prise sans l'accord de la coopérative. On a éliminé les superviseurs. Chaque mois, une information sur les finances de l'entreprise est publiée. En plus de notre participation au conseil d'administration, nous avons des commissaires à l'intérieur de l'audit interne. Les dividendes ne vont pas à une personne ou une entreprise mais sont distribués entre les travailleurs.

Êtes-vous touchés par la crise économique?

Début 2009, nous avons souffert d'une baisse des ventes et nous avons décidé de cesser l'activité les vendredis pour au moins six semaines. Finalement, nous ne l'avons fait que deux fois, car il y a eu un retournement important à la suite de la décision protectionniste des USA de ne plus importer de pneus chinois. Maintenant, une bonne part de notre production est destinée à l'exportation.

Êtes-vous solidaires d'autres luttes au Mexique?

Nous restons solidaires des compagnons d'Atenco (lutte contre l'expropriation d'un village pour construire un aéroport), des travailleurs du verre de Potosi, des travailleurs des industries Ocotlan (textile) en grève depuis deux ans et demi. Nous avons défendu les salariés de la SME (société mexicaine publique d'électricité) et les mineurs de Cananea dont la grève a été déclarée illégale. À plusieurs reprises, nous avons réalisé des collectes de solidarité à la porte de notre usine et, lors de l'assemblée de mars, nous avons proposé un fonds d'aide économique permanent aux différentes luttes. Nous avons été à Hanovre l'année dernière manifester avec d'autres travailleurs de Continental, dont ceux de Clairoux. Nous avons organisé un meeting de solidarité avec les camarades de Clairoux durant leur procès à Amiens, devant l'ambassade de France à Mexico. Nous sommes également en contact avec des camarades d'une usine en Équateur en grève depuis plusieurs mois.

Source :

www.npa2009.org/content/la-cooperative-mexicaine-des-contis



PAR LEUR VOIX PARLAIENT MAGON ET ZAPATA

Sur le meurtre de Betty et Yiry

Nous marchons, disait Betty Cariño dans une déclaration peu avant sa mort, *les pieds sur terre, la tête haute, avec dignité, la tête froide et le cœur brûlant*. Son cœur, comme celui du jeune finlandais Yiry Jaakkola, a cessé de battre, victime des sicaires paramilitaires du PRI responsables des exactions contre la commune autonome de San Juan Copala, le village des indigènes triqui rebelles qu'ils veulent couper du monde, et de l'attaque armée de la caravane de solidarité prise en embuscade. Par notre voix, disait Betty, parle la voix des femmes de Oaxaca en lutte, la voix de Magon et de Zapata, la voix de tous nos ancêtres qui ont combattu pour la liberté. Ce cœur, qu'elle comparait, il y a peu, à celui d'une fleur s'ouvrant vers les rayons de soleil des jours à venir continue de battre au Mexique, en France, partout où



existent des êtres humains qui se dressent contre l'inadmissible soumission à toutes les tyrannies de notre planète.

Cette voix-là aucune mitraille ne pourra la faire taire, elle continuera à résonner par les montagnes et les vallées d'Oaxaca et du Mexique, à murmurer dans les rivières, à tonner dans les tempêtes tropicales, à souffler avec le vent, à chanter dans les cascades. Elle finira, tôt ou tard, par casser les mâchoires de la machine à tuer de l'oligarchie et du Capital.

Paris, mai 2010

Le groupe de Paris du mouvement surréaliste

Anny Bonnin, Michèle Bachelet, Hervé Delabarre, Alfredo Fernandes, Michaël Löwy, Marie-Dominique Massoni, Dominique Paul, Bertrand Schmitt, Michel Zimbacca, et leurs amis Guy Girard et Jean-Jacques Méric

Les nôtres : Luis Vitale, les combats d'un historien révolutionnaire latino-américain



Luis Vitale nous a quitté le 27 juin 2010 et avec lui c'est un pan entier de l'histoire du mouvement ouvrier chilien (et latino-américain) qui semblent s'en aller aux côtés de figures telles que Clotario Blest. La présence militante lors de ses funérailles à Santiago, tout comme au moment de la cérémonie autour de ses cendres dans la ville minière de Lota (dans le sud du pays) montrent qu'il est resté fidèle à ses engagements et à une pensée marxiste exigeante tout au long sa vie. Les siens, jusqu'à son dernier souffle, auront toujours été celles et ceux « d'en bas », les travailleurs, les opprimés, le peuple mobilisé contre toutes les formes d'exploitation ou de domination. « Lucho » comme nous l'appelions avec sympathie a été un homme assurément hors du commun, par son parcours biographique, par ses engagements multiples : syndicaliste, militant révolutionnaire, historien marxiste prolifique, mais aussi du fait d'une personnalité chaleureuse et haute en couleur. Né en Argentine, il aura très tôt lié sa destinée au peuple chilien et à ses

combats. Son parcours s'inscrit dans la lignée de l'histoire du mouvement trotskyste de ce pays, aux côtés de Manuel Hidalgo, Luis et Pablo López Cáceres, Héctor Velásquez, Joaquín Guzmán ou encore Humberto Valenzuela. C'est d'ailleurs ce dernier, important leader ouvrier et fondateur du trotskysme chilien dans les années 30, qui le recrute en 1955 comme militant du Parti ouvrier Révolutionnaire (POR), section chilienne de la Quatrième internationale. Le militantisme de Luis Vitale est ainsi marqué par le courant international dirigé par « Pablo » (Michel Raptis) et Ernest Mandel. Il sera néanmoins de ceux qui refusent la stratégie d'entrisme total au sein du Parti socialiste chilien, en 1955, suivant la minorité conduite par Valenzuela et devenant l'un des dirigeants du POR à ses côtés.

Observateur attentif des convulsions de l'Amérique latine, il est un défenseur passionné de la révolution cubaine. C'est notamment dans le sillage de cette nouvelle période qui s'ouvre, que le POR participe à la création du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) en 1965, aux côtés d'autres organisations : MIR dont « Lucho » sera le rédacteur de la déclaration de principes. Alors que certains militants ont vu dans cette fusion-crétion une « liquidation » du POR, Vitale a toujours revendiqué la fondation du MIR, qui jouera d'ailleurs un rôle important durant le processus pré-révolutionnaire de l'Unité populaire (1970-1973) : « De notre point de vue, il ne s'agissait pas d'une opération liquidationniste mais plutôt, étant donné ce que signifiait la révolution cubaine au niveau latino-américain, tenter une pratique politique qui permettrait d'avancer » (entretien en 2002). Quatre années plus tard, c'est la vieille garde ouvrière et trotskyste qui quitte le MIR (dont Vitale), poussée dehors par une nouvelle génération (dont Miguel Enríquez), qui appelle à boycotter Allende et les élections présidentielles de 1969. Les militants de la Quatrième internationale forment alors le Front Révolutionnaire, devenu Parti socialiste révolutionnaire (PSR) en 1971, organisation qui essayera -très modestement- de radicaliser les luttes des Cordons industriels en faveur du pouvoir populaire. Le coup d'Etat de 1973 signifiera pour « Lucho », comme pour des centaines de milliers de personnes, la torture, les camps de concentration (il en connaîtra pas moins de 9) puis l'exil à partir de 1975⁵. Il continue à militer en Europe puis au Venezuela (*El Topo Obrero* 1980 – 85), essayant à son retour au Chili, au début des années 90, de soutenir un nouveau mouvement révolutionnaire. Cependant, la rupture de 1973 (personnelle et collective) marque aussi la fin de son parcours comme dirigeant politique, mais pas de sa fonction d'intellectuel engagé. Car c'est grâce à son travail théorique et comme historien que Vitale a pu avoir un impact considérable, et ce à une échelle internationale. Après avoir été syndicaliste, il est en effet devenu universitaire (1968) fruit d'un travail d'investigation reconnu par son sérieux et son originalité. Dès les années 60 débute la rédaction de son œuvre majeure : *Interprétation marxiste de l'histoire du Chili* (8 tomes, réédités en 2000 par Lom édition). Il s'affirme ainsi comme l'un des historiens marxistes les plus lus au Chili et en Amérique latine, en offrant un lecture matérialiste de

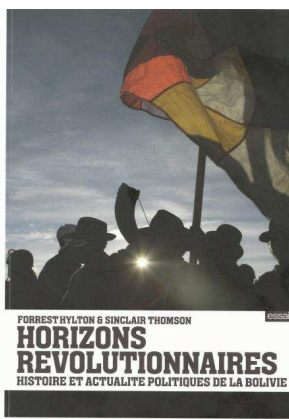
⁵ Sur son expérience de la répression : F Gaudichaud, « Luis Vitale: Memoria de la tortura », Rebelión, 2004, www.rebellion.org/noticia_pdf.php?id=8269.

l'histoire du continent où l'accent est mis sur les luttes de classes, sur le rôle du mouvement ouvrier, sur l'impérialisme et la place de l'Amérique latine dans un développement capitaliste mondial inégal et combiné. Parallèlement, il débattait âprement au sein de ce courant historiographique avec chercheurs et idéologues liés au stalinisme et aux Partis communistes, rejetant leurs théories de la « révolution par étape » ou leur analyse du « féodalisme » latino-américain. A chaque instant, il a eu à cœur de combiner ses nombreux écrits (67 livres et plus de 200 articles⁶) avec une réflexion politique et stratégique anticapitaliste assumée. A l'écoute des pulsations de la société, il est aussi resté joyeux et festif. Amoureux du tango, du bon vin et des longues soirées à refaire le monde, il recevait dans son humble appartement, étudiants, militants, voisins, avec toujours quelques bonnes histoires et beaucoup d'humour. Il su ainsi lutter contre tout ouvriérisme ou dogmatisme, ouvrant ses recherches à l'histoire des femmes et du féminisme (*La moitié invisible de l'histoire. Le protagonisme social de la femme latino-américaine*, 1988), à la problématique indigène, à la musique populaire, s'attardant sur la question écologique ou l'histoire anarchiste (*Contribution à l'histoire de l'anarchisme en Amérique latine*, 2002) : ceci parfois des décennies avant que ces thèmes ne soient devenus incontournables. Peu avant son décès, il écrivait : « Mon engagement aux côtés des peuples de Notre Amérique s'exprime dans mes publications. [...] Je suis actuellement un marxiste libertaire qui contribue à la lutte des mouvements sociaux pour une société alternative au capitalisme « néolibéral », capitalisme qui est davantage conservateur que libéral ».

Cette grande ouverture d'esprit au service d'un marxisme critique vivant et sa collaboration multiforme avec de nombreux collectifs expliquent la diversité des hommages qui lui sont rendus aujourd'hui : organisations libertaire, trotskyste ou anticapitaliste, comités de quartiers, syndicats, collectifs étudiants ou indigènes Mapuche, tous affirment ensemble : « ¡Lucho Vitale presente! ».

Franck Gaudichaud (source : Inprecor <http://orta.dynalias.org/inprecor>)

LECTURE



Forrest Hylton ; Sinclair Thomson *Horizons révolutionnaires, histoire et actualité politiques de la Bolivie*

« Nous nous proposons de procéder à une excavation de la révolution andine, dont les couches successives de sédimentation historique forment le sous-sol, le terreau, le paysage et les points de vue de la lutte politique actuelle en Bolivie », tel est l'objectif affiché par les deux auteurs de cet ouvrage, objectif largement atteint par ailleurs. Cette récente traduction de l'anglais (Etats-Unis) d'une édition de 2007 est donc une bonne nouvelle pour les lecteurs et militants francophones qui s'intéressent à la Bolivie contemporaine, pays le plus appauvri d'Amérique du sud, marqué par plus de deux siècles d'insurrections et de luttes populaires. Car tel est le grand apport de ce livre : mettre en perspective et analyser les racines de la Bolivie d'Evo Morales grâce à une vision ancrée dans un temps long, qui part du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours. On y retrouve particulièrement 3 grands « moments révolutionnaires » : les luttes anticoloniales indiennes menées à La Paz par Tupaj Katari (1780-81), la révolution de 1952-1953 alimentée par le mouvement ouvrier minier et, enfin, les années 2000 avec « la guerre du gaz » et les « guerres de l'eau » qui ont abouti à la conquête du gouvernement par le Mouvement au socialisme (MAS). Cette vision panoramique souligne

comment les luttes indigènes et « nationale-populaires » ont longtemps parcouru des chemins séparés et de quelle manière elles peinent encore à se retrouver aujourd'hui. C'est pourtant bien ce même « esprit de la révolte », ainsi que le rappelle Adolfo Gilly dans le prologue, qui traverse une histoire encore en train de s'écrire.

FG (Paru dans *Tout est à nous*, hebdo, N°64)

Autres infos sur le Web, à lire, à débattre :

- « **Le Mexique en armes** », Contretemps, entretien avec Laura Castellanos sur son livre *Le Mexique en armes : guérilla et contre-insurrection (1943-1981)* où elle retrace l'histoire de la montée de la lutte armée à partir des années 60 et de sa répression, par Bettina Ghio et Mathieu Bonzom : <http://www.contretemps.eu/interviews/mexique-en-armes>
- Dossier « **Venezuela, laboratoire du Socialisme du XXI^e siècle ?** », Inprecor, dont un long reportage de Sebastien Brulez et Fernando Esteban (<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=977>)
- « **Des défis à relever à Cuba** », CADTM, par Eric Toussaint : Des facteurs externes et internes créent une situation difficile et tendue à Cuba, Eric Toussaint propose des alternatives basées sur « le contrôle ouvrier, l'autogestion, le contrôle citoyen, l'organisation d'espaces de débat contradictoire »... (www.cadtm.org/Des-defis-a-relever-a-Cuba)
- « **Tremblement de terre politique et retour des « Chicago boys » au Chili** », ESSF, par Franck Gaudichaud : retour sur l'élection du président milliardaire Sébastien Piñera (www.europe-solidaire.org/spip.php?article18127)

VISITEZ NOTRE BLOG ! <http://ameriquelatineenlutte.blogspot.com>

Pour nous contacter ou recevoir les prochains bulletins : ameriqueslatinesenlutte@gmail.com
2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil – Tél.: 06 06 75 11 09 / www.npa2009.org

⁶ Plusieurs ouvrages et textes de Luis Vitale sont accessible en ligne : http://mazingher.sisib.uchile.cl/repositorio/lb/filosofia_y_humanidades/vitale/